

L'assassinat du général iranien Qassem Souleimani et ses conséquences

mercredi 11 mars 2020, par [Kamal KAJJA](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Kamal KAJJA](#), **L'assassinat du général iranien Qassem Souleimani et ses conséquences**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 11 mars 2020.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

L'assassinat de Souleimani le 3 janvier 2020 entre dans le cadre de la stratégie de Trump envers l'Iran. Cette stratégie, qui combine endiguement et affrontement, vise à maximiser les pressions sur le régime iranien pour le forcer à renégocier un nouvel accord selon les termes de Trump et à mettre fin à ses ambitions régionales. Avec quels résultats avérés ou prévisibles ?

LE 3 janvier 2020, le général Qassem Souleimani, commandant de la force al-Qods, une force d'élite des Gardiens de la révolution iraniens, et Abou Mahdi al Mohandis, numéro deux du Hachd Chaabi irakien (force de mobilisation populaire) ont été assassinés près de l'aéroport de Bagdad par une frappe de drone américain. Ce raid américain a provoqué une très grande vague de colère en Iran et en Irak, et a poussé l'Iran à lancer le 8 janvier 2020 une attaque balistique contre deux bases américaines en Irak en représailles à l'assassinat de Souleimani et d'al Mohandis. Alors que les forces iraniennes étaient en alerte maximale, par crainte de représailles américaines, un avion civil ukrainien, devant relier Téhéran à Kiev, est abattu par erreur par un tir de missile de la défense anti-aérienne iranienne. Cet incident, qui a provoqué la mort des 176 personnes, a mis le régime iranien dans un grand embarras.

La frappe, ordonnée par Donald Trump, intervient quelques jours après une autre frappe américaine, le 29 décembre 2019, qui a visé cinq camps tenus par le Hachd Chaabi à la frontière irako-syrienne. Les responsables américains ont affirmé que la frappe contre les camps du Hachd n'est autre qu'une riposte à l'attaque perpétrée, le 27 décembre 2019, par ce dernier contre la base américaine K1 près de Kirkouk, qui a causé la mort d'un sous-traitant américain. Cette frappe américaine, qui a provoqué la mort de 30 combattants du Hachd et la blessure d'une cinquantaine d'autres, a suscité une vague de colère et d'indignation au sein de la population irakienne, notamment au sein des partisans du Hachd, qui s'est manifestée à travers la pénétration de milliers de manifestants dans l'enceinte de l'ambassade américaine à Bagdad. Donald Trump a accusé l'Iran d'être derrière ces attaques et a tenu les dirigeants iraniens pleinement responsables des précédentes attaques.

La décision de Trump de procéder à l'élimination de Souleimani, constitue une rupture nette voire un renversement des règles du jeu et une violation des lignes rouges observées jusque-là dans le bras de fer géopolitique et stratégique qui oppose les États-Unis à l'Iran. C'est la première fois que les États-Unis revendiquent clairement l'assassinat d'un haut dignitaire iranien sur le sol d'un autre pays souverain. L'assassinat de Souleimani et la riposte iranienne ont exacerbé les tensions entre les deux pays et ont failli donner lieu à un affrontement direct avec un risque de faire basculer la région dans une guerre aux conséquences incalculables. Il convient donc d'analyser le contexte de l'assassinat de Souleimani (I) avant d'analyser la riposte iranienne (II) et les conséquences de cet assassinat (III).

I. Contexte de l'assassinat de Qassem Souleimani

La décision de Donald Trump d'ordonner l'assassinat du général Qassem Souleimani intervient dans [un contexte géopolitique déjà marqué par de vives tensions et un durcissement du bras de fer diplomatique et militaire entre les États-Unis et l'Iran](#), suite la dégradation des rapports entre les deux pays depuis l'élection de Donald Trump. Un durcissement qui a été à l'origine de plusieurs incidents, qui ont failli se transformer à de multiples reprises en un affrontement

direct entre Téhéran et Washington avec de graves conséquences pour la région du Moyen-Orient. Alors que le président Barack Obama a opté pour une amélioration des relations entre les États-Unis et l'Iran, rendu notamment possible par l'élection du président modéré Hassan Rohani, afin de parvenir à un accord. Cette amélioration a permis la conclusion de l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien le 14 juillet 2015, qui visait à limiter le programme nucléaire iranien en contre partie de la levée des sanctions économiques dont souffre l'Iran.



[L'élection de Donald Trump](#) change totalement la donne. Ce dernier, qui n'a cessé de dénigrer l'accord sur le nucléaire iranien, conclu par son prédécesseur, le qualifiant d'« épouvantable accord » et de « pire » accord jamais conclu par les États-Unis, a opté pour la voie de l'escalade et des sanctions vis-à-vis du régime iranien. [Dès son élection, Donald Trump](#) a menacé que, faute d'obtenir une modification en profondeur du texte, il allait se retirer de cet accord comme il l'a promis lors de sa campagne électorale. [Le 8 mai 2018, Trump met sa parole à exécution et annonce le retrait des États-Unis de l'accord de Vienne](#) et [le rétablissement des sanctions économiques sur l'Iran](#), malgré les rapports positifs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) qui indiquaient que l'Iran continue de respecter ses engagements. Le président américain a déclaré également que passé un délai de quatre-vingt-dix jours, de lourdes sanctions économiques vont être rétablies à l'encontre de l'Iran. Le premier volet de ces sanctions a été déclenché en août 2018 et a pris pour cible les secteurs bancaires, l'aéronautique civile et le secteur de l'automobile. Trois mois plus tard, un second volet de sanctions a été appliqué, visant cette fois la banque centrale iranienne et le secteur pétrolier et gazier. Le but de Donald Trump était d'asphyxier l'économie iranienne, dont la monnaie a connu une forte dépréciation, afin de forcer le régime iranien à revenir à la table de négociation pour négocier un nouvel accord conforme à la volonté de Trump.

La décision de Trump d'inscrire le 8 avril 2019, les Gardiens de la révolution iraniens sur la liste des organisations « terroristes », rentre également dans le cadre de sa stratégie visant à accroître au maximum les pressions américaines à l'égard du régime iranien pour le forcer à changer d'attitude. Les États-Unis accusent ce corps d'élite du régime iranien, auquel appartenait Qassem Souleimani, d'activités jugées déstabilisatrices au Moyen-Orient, notamment en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen. Ces pressions américaines ont donné lieu à une montée de tensions dans les eaux du Golfe, suite aux actes de sabotages qui ont visé, le 12 mai 2019, 4 pétroliers (deux saoudiens, un norvégien et un émirati) près du port de Fujairah ainsi que deux autres pétroliers (un japonais et un norvégien) dans le golfe d'Oman, le 13 juin 2019. Ces actes de sabotage ont été imputés par les États-Unis à l'Iran, qui a été accusé de menacer les approvisionnements pétroliers et la navigation internationale. Ceci a poussé Washington à mettre en place une coalition internationale pour assurer la sécurité de la navigation maritime dans le Golfe. L'Iran a pour sa part menacé de verrouiller le détroit

d'Ormuz et de bloquer les approvisionnements pétroliers, qui traversent chaque jour ce détroit stratégique, en cas de confrontation militaire. Une rhétorique guerrière qui revient souvent dans le discours des officiels iraniens.

La destruction le 20 juin 2019, par [l'Iran](#), d'un drone américain très sophistiqué, n'a fait qu'aggraver les tensions entre les deux pays. Ce qui a poussé les États-Unis à renforcer leur présence militaire dans la région et à menacer le régime iranien de graves conséquences. Cette destruction du drone américain a failli provoquer une confrontation militaire directe entre les deux pays, comme en témoignent les révélations sur l'annulation par Donald Trump au dernier moment d'une frappe militaire contre plusieurs cibles iraniennes. L'annulation de cette frappe, justifiée par le nombre élevé de pertes humaines qu'elle allait provoquer, démontre la réticence de Donald Trump à déclencher une guerre contre l'Iran. En riposte, le président américain a procédé au renforcement des sanctions contre le régime iranien et a autorisé des attaques cybernétiques contre des installations iraniennes. Pour le régime iranien, la destruction du drone américain est un message clair. L'Iran ne va pas céder devant les pressions américaines et ses forces sont prêtes à intercepter et à détruire toute cible ennemie comme à défendre le territoire iranien en cas d'attaque américaine. C'est dans ce contexte de vives tensions entre l'Iran et les États-Unis qu'ont été perpétrées, le 14 septembre 2019, les attaques de drones contre les installations du géant saoudien Aramco à Abqaiq et Khurais, ce qui a provoqué la réduction de moitié de la production pétrolière du royaume. Malgré la revendication de ces attaques par les Houthis, les États-Unis et l'Arabie Saoudite, ainsi que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ont directement accusé l'Iran d'être à l'origine de ces attaques.

Face aux pressions américaines et la persistance des sanctions économiques, le régime iranien a averti le 8 mai 2019, un an après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire, qu'il allait suspendre certains de ses engagements, pris en vertu de cet accord, sans pour autant y mettre fin. Téhéran a également donné un ultimatum aux autres pays de l'accord de rendre opérationnels leurs engagements notamment dans les secteurs bancaire et pétrolier, sous peine de renoncer à appliquer ses propres engagements. L'Iran a ainsi annoncé qu'il va arrêter de limiter ses réserves d'eau lourde et d'uranium enrichi et a menacé d'augmenter le nombre de centrifugeuses. En juillet 2019, le régime iranien a annoncé la reprise de l'enrichissement au-delà du taux autorisé de 3,67% jusqu'à 4,5%. Cette annonce a été suivie, le 7 novembre 2019, par la décision de l'Iran de reprendre l'enrichissement de l'uranium dans la station souterraine de Fordo, une station longtemps tenue secrète.

II. La riposte iranienne à l'assassinat de Souleimani

L'assassinat de Qassem Souleimani a constitué un énorme choc pour les iraniens. Souleimani, qui commandait la force al-Qods depuis 1998, était très proche du guide suprême Ali Khamenei et jouissait de sa confiance. Il a été l'architecte de la stratégie d'influence régionale de l'Iran, à travers un jeu complexe combinant alliance politique, soutien financier et militaire. Une stratégie qui lui a permis d'étendre l'influence iranienne au Moyen-Orient. En plus de son alliance avec le régime syrien et le Hezbollah libanais, Souleimani a également joué un rôle central dans la guerre contre Daech en Irak et en Syrie, à travers la formation du Hachd Chaabi et les unités de défense nationale syriennes. Il a également apporté un précieux soutien aux Houthis au Yémen ainsi qu'aux groupes palestiniens, notamment le Hamas et le Jihad

islamique, pourtant sunnites, dans leur lutte contre Israël. Les dirigeants de ces groupes ont personnellement fait le déplacement en Iran pour participer aux funérailles de Souleimani, qui a été décrété par Ismail Haniyeh « martyr de Jérusalem ».

Ceci a valu au général Souleimani une grande popularité en Iran mais également en Irak, en Syrie et au Liban et explique l'immense foule qui a participé en janvier 2020 à ses obsèques et à ceux d'al Mohandis dans plusieurs villes irakiennes et iraniennes. Des millions de personnes ont ainsi manifesté leur colère en brandissant les portraits de Souleimani, qualifié de « martyr », et en scandant « mort à l'Amérique » et « mort à Israël ». Les manifestants ont également appelé à la vengeance de Souleimani et de ses camarades. Des rassemblements en son hommage ont également eu lieu à Damas, Beyrouth, Gaza et Sanaa. Immédiatement après l'annonce de l'assassinat de Souleimani, Ali Khamenei a procédé à la nomination, le 3 janvier 2020, de son adjoint, le général Ismaël Qaani, nouveau commandant de la force al-Qods. Khamenei a également présidé, de façon exceptionnelle et pour la première fois, le Haut Conseil de sécurité nationale iranien, qui a déclaré que la riposte à l'assassinat de Souleimani est « inévitable ». Le guide suprême a déclaré que l'objectif stratégique de l'Iran, est dorénavant de faire sortir les troupes américaines, non pas du Moyen-Orient, mais de l'ouest de l'Asie. Un objectif qui a été également adopté par les alliés de l'Iran, notamment le Hezbollah, le Hachd Chaabi et les Houthis. Le Parlement iranien, réuni en urgence, a adopté une loi classant toutes forces américaines comme « terroristes », une mesure qui reste symbolique.

Suite à l'assassinat de Souleimani, tout le monde redoutait une déflagration dont les conséquences désastreuses risquaient de dépasser la région du Moyen-Orient, poussant plusieurs pays de la coalition à retirer leurs troupes d'Irak. Les menaces de frappes massives, proférées par Donald Trump contre l'Iran, qui incluraient des sites culturels, pour le dissuader de riposter à l'assassinat de Souleimani, n'a pas empêché le régime iranien de tenir sa promesse et de lancer, dans la nuit du mardi au mercredi 8 janvier 2020, une attaque balistique contre la base d'Ain al-Assad dans la province d'al-Anbar et la base Harir près d'Irbil dans le Kurdistan irakien. La base d'Ain al-Assad, qui a été visitée par Trump en décembre 2018, est une très grande base stratégique américaine, responsable des opérations des forces américaines en Irak et en Syrie. L'attaque iranienne a été perpétrée par le tir de 22 missiles balistiques de type Zelzal-313 et de Qiam, alors que s'achevaient les funérailles de Qassem Souleimani dans sa ville natale de Karman. Dans un communiqué, le régime iranien a formellement revendiqué l'attaque des bases américaines et a menacé de « réponses encore plus dévastatrices » en cas d'une nouvelle attaque américaine. Pour leur part, les Gardiens de la révolution ont menacé les alliés des États-Unis dans la région, notamment Israël. Dans un communiqué diffusé après le lancement de l'attaque, ces derniers ont affirmé qu'ils frapperont tout territoire qui sera utilisé pour servir de point de départ à des attaques américaines contre la République islamique.

Les États-Unis ont confirmé l'attaque iranienne sans pour autant riposter, comme le laissait entendre Donald Trump. Ce dernier a réagi à travers un tweet léger, dans lequel il a indiqué que tout allait bien et que les États-Unis étaient en train d'évaluer les dégâts et le bilan éventuel des victimes. On est loin des tweets guerriers et menaçant publiés au lendemain de l'assassinat de Qassem Souleimani. Donald Trump a également appelé à la désescalade et a déclaré être prêt à ouvrir des négociations avec les dirigeants iraniens, ce qui démontre l'impasse dans laquelle se trouvait le président américain, qui fait face à une farouche

opposition des démocrates. Au lendemain de l'assassinat de Souleimani, Nancy Pelosi a accusé Donald Trump d'avoir lancé une opération « disproportionnée et provocatrice » sans avoir consulté le Congrès, seul habilité à déclarer la guerre selon la Constitution américaine. Les démocrates ont également adopté, le 9 janvier 2020, une résolution visant à limiter les pouvoirs de Donald Trump de lancer des opérations militaires contre l'Iran. Un texte symbolique mais très embarrassant pour Donald Trump, qui faisait face à une procédure d' « *Impeachment* », en vue de le destituer, restée sans suite cependant.

III. Les conséquences de l'assassinat de Souleimani et de l'attaque iranienne

L'assassinat de Qassem Souleimani a certes été un coup dur pour le régime iranien, mais a été également une occasion inestimable pour ce dernier d'afficher l'unité du pays. Les images retransmises de millions de personnes assistant aux funérailles de Souleimani et d'al-Mohandis dans les villes d'Ahwaz, Qom, Téhéran et Karman, ont tranché avec celles de manifestants qui scandaient des slogans anti régime lors des manifestations qu'a connu l'Iran l'automne 2019. Ces vagues humaines d'iraniens, qui ont exprimé leur grande solidarité avec le régime, a grandement profité au régime. Ce dernier a instrumentalisé ces images pour afficher devant le monde entier l'unité du peuple iranien derrière ses dirigeants, alors que l'Iran s'apprêtait à fêter le 41ème anniversaire de la révolution iranienne et à la veille des élections législatives, tenues le 21 février 2020. Ces élections ont été remportées par les ultra conservateurs, partisans d'une politique ferme à l'encontre des États-Unis et de l'Occident. L'assassinat de Souleimani et la frappe iranienne contre les deux bases américaines en Irak ainsi que l'absence de représailles américains, ont grandement servi la propagande du régime iranien qui se présente comme étant un rempart face à l'hégémonie américaine dans la région.

En Irak, qui constitue le principal théâtre du bras de fer géopolitique entre les États-Unis et l'Iran, l'assassinat de Souleimani et d'al-Mohandis, numéro deux du Hachd Chaabi, a porté un coup dur à la stratégie américaine visant à endiguer les ambitions régionales de l'Iran et son influence dans ce pays. La frappe américaine a démontré l'absence cruelle de vision stratégique de Donald Trump. Cet assassinat a suscité de graves tensions dans les relations entre les États-Unis et l'Irak, dont le premier ministre démissionnaire, Adel Abdel Mahdi, a lancé un appel au Parlement irakien pour mettre fin à la présence des troupes étrangères sur le sol irakien. Abdel Mahdi a dénoncé un assassinat politique et une violation de la souveraineté irakienne et a appelé les troupes américaines à quitter immédiatement le pays. Le 5 janvier 2020, le Parlement irakien, réuni en session extraordinaire, a voté à l'unanimité des 170 députés présents un texte appelant le gouvernement à mettre fin à la présence des forces étrangère en Irak. Ce texte a été adopté malgré l'absence des députés kurdes et la grande majorité des députés sunnites. L'assassinat de Souleimani et d'al-Mohandis a renforcé le sentiment anti américain déjà ambiant en Irak et expose les forces américaines en Irak aux représailles du Hachd Chaabi. Ces forces, qui n'auront pas beaucoup de marge de manœuvre, risquent d'être marginalisées en attendant leur retrait à terme. Une situation qui va permettre à l'Iran de renforcer encore plus son emprise et son influence en Irak, à travers l'infiltration des institutions et de la vie politique irakienne et à travers le renforcement des forces pro iraniennes sur le plan sécuritaire et politique.

La troisième conséquence de cet assassinat est le coup dur porté à l'image de l'armée

américaine, comme étant l'armée la plus puissante au monde. C'est la première fois depuis la seconde Guerre mondiale qu'un État revendique clairement une attaque contre des bases américaines, sans pour autant subir des représailles. La frappe balistique iranienne contre la base d'Ain al-Assad et Harir a démontré l'incapacité des États-Unis à dissuader l'Iran de lancer son attaque, en tant que riposte à l'assassinat de Souleimani. Les forces américaines n'ont pas pu également intercepter les missiles iraniens venant s'écraser sur ces deux bases, ce qui démontre l'avancée technologique du programme balistique iranien. Ceci risque de pousser les alliés régionaux des États-Unis dans le Golfe, à ne pas faire davantage confiance à leur allié américain et à essayer d'ouvrir un dialogue avec le régime iranien, à l'instar des Émirats Arabes Unis qui ont initié ces derniers mois un rapprochement avec l'Iran afin de faire baisser les tensions avec leur puissant voisin. Il peut éventuellement pousser ces pays à se diriger vers la Russie, pour se doter de défense anti missiles et anti aériennes plus performantes tels que les S-400.

*

L'assassinat de Souleimani le 3 janvier 2020 entre dans le cadre de la stratégie de Trump envers l'Iran. Cette stratégie, qui combine endiguement et affrontement, vise à maximiser les pressions sur le régime iranien pour le forcer à renégocier un nouvel accord selon les termes de Trump et à mettre fin à ses ambitions régionales. Les États-Unis, qui imputent à Souleimani la mort de près de 800 soldats américains en Irak, ont à plusieurs reprises accusé le général iranien de terrorisme et de déstabilisation de la région. Trump a justifié l'assassinat de ce dernier par de la légitime défense préventive, affirmant que sa décision est basée sur des renseignements faisant état de la préparation par Souleimani d'une « imminente » attaque contre des ambassades et des soldats américains. Cette justification a été récusée par les démocrates au Congrès américain, qui l'ont jugée non fondée et peu convaincante. L'assassinat de Souleimani a démontré le manque de vision stratégique de Donald Trump et a porté un coup à son image et à celle de l'armée américaine. Malgré les menaces proférées par Trump, ce dernier n'a pas pu dissuader l'Iran de lancer une frappe contre deux bases américaines en Irak, en riposte à l'assassinat de Souleimani. Ceci a porté un coup dur à la stratégie américaine sur le théâtre irakien, principal théâtre du bras de fer américain avec l'Iran, qui a profité de l'assassinat de Souleimani et d'al Mohandis pour renforcer son influence en Irak. Ce manque de vision stratégique de Trump et l'intransigeance des dirigeants iraniens, risquent de conduire à une guerre directe entre les États-Unis et l'Iran, avec des conséquences catastrophiques pour tout le Moyen-Orient.

Copyright Mars 2020-Kajja/Diploweb.com

P.-S.

Kamal Kajja est Docteur et chercheur en géopolitique, analyste de l'Observatoire du cyber monde arabophone (Chaire Castex de cyberstratégie/ IHEDN/ IFG) de 2016 à 2019.